

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ - VOUS

LA LUTTE OUVRIÈRE

Ouvriers Révolutionnaires! Lisez! Discutez! Diffusez! Le Programme d'Action de la 17e Internationale

Rédaction-Administration - 15, passage Dubail (54, Bd. Magenta) Paris X ABONNEMENTS France: 1 an: 22 frs.; 6 mois 11 frs.; 3 mois 5 frs.

Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik Léniniste)- Section Française de la 4e Internationale

Commune de Paris 1871! Commune Soviétique de 1917! Commune de Vienne et des Asturies 1934! Commune de Barcelone 1936!

AU Mur des Fédérés le 29 Mai

MANIFESTONS CONTRE LES Décrets-Lois de misère et de guerre CONTRE LE Gouvernement Daladier-Mandel

avec le P. O. I. contre le fascisme le capitalisme et la guerre POUR LA RÉVOLUTION SOCIALISTE! POUR LA IVe INTERNATIONALE

AVANT ROYAN La G. R. entre le Stalinisme et le Trotskysme

Ainsi que nous l'avions indiqué dans notre précédent numéro, notre parti avait adressé au Comité d'organisation de la Manifestation du Mur, une demande de participation à la Manifestation.

rialisme et le fascisme, contre l'offensive patronale et cagoularde. En conséquence, le P.O.I. manifestera sous les mots d'ordre: A bas les décrets-lois Daladier-Mandel! A bas le blocus!

Nous félicitons la semaine dernière de la moindre concession aux conciliateurs Blum - Moch - Monnet - Sellier pousseur des dirigeants de la G. R. de capitulations en capitulations.

Parti Socialiste dans la Seine semble être le reflet du mécontentement des ouvriers contre une politique de concessions à la réaction et au fascisme, contre les abandons du programme du Front Populaire, contre l'erreur tragique de la non-intervention.

DANS LA C.G.T. La lutte contre la guerre

En réponse à Honel, qui avait traduit les inquiétudes d'un groupe d'ouvriers de Clichy, en réalité les inquiétudes de très nombreux militants communistes, Thorez poursuit sa série d'articles et de discours.

Les chefs radicaux exerçaient par tout l'appareil d'Etat une véritable dictature sur et dans le Front Populaire.

Mais si les masses, par la création de Comités, par leur consultation démocratique en assemblées et en Congrès, avaient eu la possibilité de dire leur mot, de déterminer l'orientation du rassemblement populaire, on peut présumer que nous n'aurions pas assisté à une politique de capitulation, mais d'action.

Faisant suite au compte rendu du Congrès de la Fédération Nationale des Travailleurs des P.T.T., publié dans le précédent numéro de notre Lutte Ouvrière, nous donnons aujourd'hui ceux des Congrès du Syndicat National des Agents et du Syndicat général des Employés.

Enfin dans l'ensemble des organisations syndicales des postiers, malgré la pression considérable des appareils syndicaux, une large opposition contre la politique d'union sacrée de la direction de la C.G.T. s'amplifie.

Le tableau de l'union sacrée 1914-18 que nous avons rappelé, au moyen de quelques citations, est la meilleure preuve que dans la période présente, nous trouvons en présence du même phénomène d'union sacrée. Il faut voir l'analogie et elle est assez frappante pour qu'on la remarque.

Le tableau de l'union sacrée 1914-18 que nous avons rappelé, au moyen de quelques citations, est la meilleure preuve que dans la période présente, nous trouvons en présence du même phénomène d'union sacrée. Il faut voir l'analogie et elle est assez frappante pour qu'on la remarque.

AGIT-PROP. La commission d'Agitateurs propagandistes du P.O.I. met à la disposition des camarades un nouvel exemplaire des Cahiers de l'Agitateur sur le sujet suivant: «Centrisme et IVe Internationale».

Sur les questions de la guerre et de la paix, Thorez pour répondre aux inquiétudes confirme la politique d'union sacrée, de défense nationale, de son parti et de son Internationale.

Le tableau de l'union sacrée 1914-18 que nous avons rappelé, au moyen de quelques citations, est la meilleure preuve que dans la période présente, nous trouvons en présence du même phénomène d'union sacrée. Il faut voir l'analogie et elle est assez frappante pour qu'on la remarque.

Le tableau de l'union sacrée 1914-18 que nous avons rappelé, au moyen de quelques citations, est la meilleure preuve que dans la période présente, nous trouvons en présence du même phénomène d'union sacrée. Il faut voir l'analogie et elle est assez frappante pour qu'on la remarque.

DRESSONS LE PLAN DE LUTTE CONTRE LES DECRETS-LOIS DE MISERE! Les décrets-lois de l'équipe radicale-réactionnaire Daladier - Marchandeu - Mandel, pénètrent chaque jour davantage dans la chair du peuple travailleur ouvrier et paysan.

UNION SACREE 1914 & UNION SACREE 1938

«Le profond mystère qui donne naissance à la guerre» (LÉNINE) (Suite de l'Enquête de la "L. O.")

Oui! les Comités partout!

Les paroles de THOREZ-HONEL et la lutte des classes

En réponse à Honel, qui avait traduit les inquiétudes d'un groupe d'ouvriers de Clichy, en réalité les inquiétudes de très nombreux militants communistes, Thorez poursuit sa série d'articles et de discours.

La Gauche Révolutionnaire entre le Stalinisme et le "Trotskysme"

(Suite de la page 1)

Accusés de bolchevisme par Paul Faure, accusés (ce qui revient au même) de trotskysme par Thorez, les dirigeants de la G.R. continuent de reculer et plaident leur cause sur le terrain juridique. Non seulement ils ne se placent pas sur le terrain du nouveau parti, non seulement ils ne cherchent pas à définir un programme marxiste cohérent, mais encore ils marchent tous les biais pour se délimiter du trotskysme. Hérard qui « écrit dans le Populaire » du 20 mai : « Toutefois j'avouerais volontiers que beaucoup d'entre nous tiennent Trotsky pour un grand révolutionnaire. J'ajouterais que si certains dirigeants trotskystes nous semblent être des aventuriers, ils est dans ces petits groupes nombre de révolutionnaires ardents, combattifs, désintéressés, à qui va notre estime. » Sous ces fleurs quelle perfidie ; car les quelques mots équivoques sur les aventuriers permettent l'offensive stalinienne ; la suspicion est jetée sur les dirigeants du mouvement trotskyste et par là sur un courant tout entier. Qui peut et dès lors affirmer que ces dirigeants aventuriers anonymes ne sont pas à l'origine des divisions dans le Parti, comme le fait Paul Faure ; ou que l'activité équivoque de ces dirigeants ne couvre pas quelque crime monstrueux, et que le procureur Vichinsky n'avait pas raison.

Lorsqu'on accuse les responsables d'un mouvement politique d'être des aventuriers on se doit de citer des noms et d'apporter des preuves, camarade Hérard. Et si c'est le nom du citoyen Molinier qu'on veut lancer, on le dit franchement et l'on ajoute, non seulement, que cet individu a été chassé du mouvement pour la Quatrième comme indigne d'appartenir à une organisation prolétarienne. Sinon on risque de voir ses paroles reprises par l'Humanité (21-5-38), puis de se voir traiter soi-même peu après d'aventurier trotskyste, quoiqu'on fasse pour mériter l'amitié des sous-Koltzor de l'Humanité.

Hérard était équivoque ; Juin 36 pratique l'amalgame : entre deux notes très claires contre les attaques des stalinistes et celles des réformistes, le numéro du 20 mai insère une note syllabique contre des tentatives de désagrégation ; « des suggestions pressenties, d'origine très transparente ». On nous assure que cela vise le P.O.I., et particulièrement un document qui a circulé au Congrès Fédéral de la Seine et sur lequel nous revendrons.

Qu'il nous soit permis de remarquer qu'en premier lieu ce document traduit la pensée d'un grand nombre de militants de la G.R., pensée que plusieurs dirigeants de la G.R. ont plus ou moins exprimée au Congrès Fédéral de la Seine et du P.O.I. Il parle de la nécessité de l'indépendance du parti révolutionnaire.

Or, en mettant à son sujet dans le même sac, réformistes, stalinistes, trotskystes et l'aile gauche de sa propre organisation de la façon la plus équivoque Marceau Pivert donne ainsi l'impression aux ouvriers qui le suivent qu'ils sont tombés dans on ne sait quel noir piège-apens, pour lequel les trotskystes se sont coalisés avec Paul Faure et Staline. Voilà de quoi leur donner courage.

Voilà le fond politique de cette note : « Fidélité au socialisme international, fidélité à la Charte de 1905 du Parti Socialiste ». Si nous mettons cette déclaration en regard de la plateforme politique de la Quatrième Internationale, ou même seulement de celle du P.O.U.M., cela ne peut indubitablement que signifier « Fidélité à la Deuxième Internationale ! Volonté déléguée d'ignorer l'existence du mouvement ouvrier depuis 1905 ; d'ignorer le fait que depuis 1905 la Charte du Parti s'est révélée comme une simple phrase révolutionnaire destinée à couvrir toutes les trahisons ; d'ignorer l'expérience russe et l'expérience espagnole, et par conséquent le bolchevisme ! »

Il n'est un mystère pour personne que nous ayons combattu cette orientation capitulaire dès les premiers jours publiquement ; que nous ayons par contre soutenu tout pas, même timide dans la voie du parti révolutionnaire. Nous ne nous en sommes pas cachés. Notre politique n'a été ni tortueuse, ni mystérieuse, nous avons à chaque pas affirmé notre opinion, sans équivoque. Ce n'est pas nous, c'est l'immense majorité de la gauche qui cherche à dissimuler à sa propre organisation. Pivert qui ne veut que rentrer dans la S.F.I.O., montre clairement qu'il ne nous pardonne pas d'avoir dénoncé sa politique. Voilà ce que cache son accusation.

Dimanche 15 mai se sont tenus les deux Congrès des Fédérations S.F.I.O. Le Congrès de la Fédération G.R. était attendu. Mais il semble que les dirigeants se soient surtout efforcés de réduire la signification de la discussion politique qui s'y déroula. Tous les rites du socialisme « traditionnel » furent soigneusement respectés. Aucun courant ne s'affirma nettement, ce qui facilitait à Pivert la « synthèse » traditionnelle.

En tout cas, on peut classer les courants suivants :
1° Les amis de Zyromsky, qui sont là pour aider à « replétrer », et soulignent avant tout la nécessité d'une politique extérieure conforme aux désirs de Staline.
2° La « gauche » (D. Guérin, Canet, etc.) qui pose, sans toutefois y donner de solution positive, le problème de la « rupture explicite avec la politique passée ». Malgré cela, elle ne parle pas de « nouveau parti ».
3° Le courant du Centre, avec Pivert, Spinetta, Cazenave, etc. Ces camarades restent fermement attachés à la « S.F.I.O. », à la Charte de 1905, etc.

S'ils sont définitivement exclus à Royan, ils considèrent que c'est Paul Faure qui aura renié la politique socialiste de 1905, alors que eux, y seront fidèles. On est stupéfait de ce contre-sens, sauf si l'on se rappelle qu'il peut servir de base à Royan à un compromis arbitré par Blum !

La discussion politique fut volontairement atténuée. On faisait salle d'attente... Il n'y eut pas de rapport politique pour servir de base à la discussion. Notons qu'aucune mention ne fut faite des propositions d'action commune et de discussion programmatique de notre parti.

Dans le Nord, Lebas vient de remporter un succès de quasi-unanimité, par les moyens qu'on connaît : 800 mandats, 13 pour la G.R.

Brisin, Danus et Contant, représentant des sections de Wagnies, Valenciennes et Wavrechin, intervinrent courageusement contre les décisions de la C.A.P., devant un auditoire chauffé à blanc par les Social-Patriotes Lebas et Léo Lagrange.

La résolution approuvant le maintien des sanctions fut approuvée moins 7 mandats. L'ancien ministre Lebas obtint ce résultat en affirmant que « la G.R. aurait le droit de s'exprimer le 7 juin prochain, à Royan ». Il menaçait d'ailleurs les résistants d'exclusion.

Lebas déclara que le représentant de la G.R. devait aller à Royan à ses frais, et refusa le camarade Tissot comme délégué parce qu'il n'a pas cinq ans de présence au P.S.

DANS LA C.G.T.

La lutte contre la guerre

(Suite de la 1^{re} page)

Mais comme les réformistes traditionnels de la « vieille » C.G.T., ne se différencient pas dans les actes de chaque jour, d'avec la politique stalinienne actuelle, ils veulent tromper les ouvriers en se couvrant du masque du pacifisme anti-guerrier, anti-chauvin. Cependant, chefs réformistes et chefs stalinistes de la C.G.T., Jouhaux, Bélin et Racamond-Franchon, pour ne citer que les plus marquants, sont unanimes dans les actes pour faciliter l'offensive patronale contre les 40 h. en acceptant les 45 heures d'abord dans l'aviation, pour collaborer à l'insubordination et à l'application de la loi bourgeoise et anti-ouvrière de l'arbitrage obligatoire, pour accepter la loi du 4 mars 1938 qui torpille la revendication ouvrière de l'échelle mobile des salaires ; les mêmes chefs sont également approuvés unanimement par la commission administrative de la C.G.T., où siègent les secrétaires généraux des Fédérations, lorsqu'ils préconisent la constitution d'un gouvernement de salut public de la bourgeoisie agissant contre les travailleurs exploités.

La différence existe entre ces social-patriotes dans leur manière d'exprimer leur politique commune et de la faire triompher, dans le mouvement syndical. Seulement, les réformistes traditionnels, qui se contentent d'être domestiqués par la bourgeoisie française « démocratique » ne veulent pas se laisser domestiquer par le stalinisme, c'est-à-dire le Guépéou.

Pour ce faire, un centre syndical de lutte contre la guerre a été créé sur la base d'une résolution pacifico-bourgeoise. Les signatures de gens comme Froidival du bâtiment, de Dumoulin, de Lille, indiquent à elles seules le caractère des tâches qu'on veut attribuer à ce centre. Faire des phrases pacifistes, préconiser une illusoire entente des peuples en régime capitaliste, surtout donner une virginité pacifiste à tous les réformistes anti-stalinistes en exploitant savamment la réaction saine des travailleurs devant le radicalisme chauvin et les méthodes corruptrices du stalinisme.

Mais, attention, aucune critique, aucune attaque contre les Bélin, les Jouhaux et autres de ce acabit, de Fort heureusement, les syndiqués révolutionnaires ne s'y trompent pas. Ils savent parfaitement que l'échec aux stalinistes dans le mouvement syndical ne peut qu'être le produit du développement victorieux des luttes de la classe ouvrière et de la victoire dans son sein d'une politique révolutionnaire.

Cependant, les syndiqués révolutionnaires se manifestent partout où sont en cause les intérêts des travailleurs et pour y défendre ces derniers. Vichy démontre que, dans ce cas

Au congrès des employés des P. T. T.

La "démocratie" réformatrice contre les révolutionnaires

Les réformistes ont marqué le pas devant les Stalinistes

Un congrès syndical des Employés des P.T.T. n'a jamais été une assemblée démocratique où chaque tendance peut s'affirmer librement ; mais les récentes assises de cet organisme qui se tinrent à Vichy du 11 au 14 mai dernier, constituent un véritable défi à la démocratie ouvrière.

Aucune discussion sur le problème de l'orientation syndicale ne figurait à l'ordre du jour, ce qui facilitait largement la tâche du bureau syndical sortant.

Lorsque nous parlons de « Bureau sortant », nous commettons une inexactitude, car en fait, un seul homme émergea de ces débats et le conduisit selon sa propre volonté. Cet homme, c'est le secrétaire général inamovible du Syndicat des Employés : Aimé Cougnenc.

Les interventions sur le rapport moral étant limitées à 10 minutes, il ne fut pas possible aux délégués de manifester le point de vue de leur section.

D'ailleurs, chaque fois qu'un mili-

tant se permettait d'apporter un point de vue différent de celui développé par le secrétaire général, il se faisait immédiatement rappeler à l'ordre par le chef suprême qui disposait de la tribune comme un prélat dispose de sa chaire.

Tous les travaux furent accomplis dans les commissions et malheur aux délégués qui osaient s'aventurer dans ces organismes quasi secrets. Ils en étaient quittes pour une reconduction dépourvue d'aménité vers la porte la plus proche.

Ensuite, le rapporteur avait la parole et le vote qui suivait ne pouvait être que dangereux pour la stabilité du secrétaire général.

L'intérêt de cette réunion rebondit cependant au moment de l'étude des statuts.

Après avoir adopté sans débat le maintien du bureau fédéral, le Congrès fut appelé à se prononcer sur le cumul des mandats politique et syndical.

Deux orateurs, seulement, furent choisis parmi les partisans et les adversaires de cette méthode. Et cela permit de fonder un incident déclenché par Fleury, conseiller municipal communiste de la Seine qui reprocha à Bertin (Savoie) de défendre l'indépendance du mouvement syndical tout en ayant bénéficié, dans le passé, d'influences politiques réactionnaires.

Bertin demanda la création d'une commission d'enquête, chargée de relever les accusations dont il était l'objet et précisa qu'il abandonnerait ses fonctions syndicales si la commission se prononçait dans les termes définis par Fleury, mais il réclamait en contre-partie la démission des postes politiques et syndicaux, occupés par son antagoniste au cas où les faits qui lui furent attribués ne seraient pas retenus par la commission.

La réponse embarrassée du conseiller municipal ne fut pas de nature à redorer le blason des stalinistes. Les élections à la commission exécutive accentuèrent davantage encore la déroute stalinienne.

Cependant, Cougnenc avait tenu la tribune pendant toute la durée des assises ; il sortait en triomphateur de ce huitième Congrès des Employés.

Et aussi, ils trouvent leurs adversaires social-patriotes à la Belin-Jouhaux-Digat, dont le pacifisme verbal cache mal leur activité collaborative avec la bourgeoisie contre les intérêts de la classe ouvrière.

C'est seulement sur la base d'un programme d'action révolutionnaire que les bolchevistes léninistes luttent contre la guerre, sans ménager réformistes et stalinistes qui dans les rangs ouvriers, servent la politique de la bourgeoisie.

Nous sommes certains qu'à la conférence organisée à la Perrière par le Centre syndical de lutte contre la guerre, la voix des syndiqués révolutionnaires aura une grande résonance.

Au congrès du syndicat des agents des P. T. T.

agents des P. T. T.

Les dirigeants de ce syndicat, qui font de l'antistalinisme, un anti-communisme de principe, se targuent de la démocratie qui régit dans l'organisation syndicale des Agents des P.T.T. Si nous ne connaissons d'avance ce que peut être « l'esprit démocratique » de ces camarades, le Congrès de Vichy nous le donnerait par le rôle d'atout, de dictature qu'ils ont joué.

Toute la discussion tant sur l'orientation que sur les revendications spéciales de catégories et les statuts s'est déroulée au cours d'une journée dans des commissions. Le Congrès n'avait plus, ensuite, qu'à se prononcer sur les décisions de la Commission. Ainsi sur l'orientation syndicale, impossibilité absolue à un délégué de défendre une résolution déposée par lui devant le Congrès, s'il n'en était pas membre ou de parler devant le Congrès. Ainsi 13 orateurs inscrits ne purent pas prendre la parole. Six délégués, désignés par la Commission rapportèrent devant le Congrès, deux pour chaque tendance.

Sarbib et Destrem défendent le point de vue stalinien ; continuation de la politique du Front Populaire, dont il refuse de considérer l'échec. Sécurité collective et union des « démocrates » contre le bloc des Etats totalitaires.

Calvez et Giroux au nom de la majorité de la Commission, défendent une motion qui n'est progressiste que dans la condamnation de la C.G.T. vis-à-vis de la défense nationale. Ils démontrent la faillite du Front Populaire, la nocivité de l'arbitrage obligatoire qui trouve son prolongement dans « le contrat moderne du travail ». Ils se prononcent pour la reprise de la liberté d'action par la C.G.T. Devant la menace du péril croissant d'une guerre impérialiste, faisant fi de toute étude réaliste de la situation, reculant devant l'action à entreprendre pour lutter efficacement contre l'Etat patron et le capitalisme tout entier, ces camarades répondent à des illusions par de nouvelles illusions.

Ils préconisent l'entente des peuples et demandent une conférence internationale pour la répartition des matières premières. Ils refusent ainsi de se prononcer sur les moyens pratiques d'empêcher la guerre. Au travers de phrases gauchistes ils s'opposent à la pratique d'une politique de lutte de classe.

Fersing (Paris) et Béraux (Nord), défendent la position révolutionnaire, définie dans la résolution dont suit un extrait :

« Au regard de l'expérience tragique et grandiose du prolétariat mondial dans les 25 dernières années, le Syndicat National des Agents des P. T. T. affirme son attachement indéfectible à l'internationalisme prolétarien qui se traduit par la pratique conti-

nue d'une politique de lutte de classe. Il déclare à l'exemple de Karl Liebknecht que l'ennemi essentiel du prolétariat est dans son propre pays.

Rappelant que l'Union des prolétaires fera la paix du monde, le Syndicat estime que seul le développement de la lutte révolutionnaire en France peut donner le signal du réveil révolutionnaire des travailleurs asservis d'Allemagne et d'Italie contre Hitler et Mussolini.

En conséquence, le Syndicat confond la lutte contre la guerre impérialiste qui menace avec la lutte pour le salut des masses travailleuses en France qui comporte la rupture avec la politique de collaboration des classes pratiquée jusqu'à ce jour.

Dans cette période de préparation de la guerre impérialiste, la lutte pour l'application des 40 heures en 53 dans notre corporation, de l'échelle mobile des traitements en liaison avec la lutte de l'ensemble des travailleurs du pays, contre les dérogations aux 40 heures, pour le respect du droit syndical, lutte s'élargissant jusqu'à l'insurrection armée pour la prise du pouvoir, pour l'instauration du pouvoir prolétarien contrôlé par les ouvriers en lutte.

Cette position trouve de fortes sympathies dans le Congrès.

Le bureau syndical va donc se livrer à une manœuvre pour étouffer l'expression de cette minorité. Après que Fronty, rapporteur de la C.E. ait soutenu sa motion majoritaire, Digat qui, au Congrès fédéral, se déclarait ouvertement pour la défense nationale, fait un discours très gauche, dans la forme, en s'attaquant uniquement aux stalinistes. La manœuvre est celle-ci, détacher les sympathisants de la motion Fersing, pour faire un bloc sur la résolution majoritaire. Il y réussit en partie, car il pensait enlever le vote par acclamations. Mais devant l'attitude de la minorité le vote dut avoir lieu par mandats. Il y avait donc trois textes en présence, le bureau syndical demanda la priorité sur la motion Fronty et fait voter pour ou contre. C'est ainsi qu'on donne la possibilité aux minorités de s'exprimer !! et qu'on traduit pratiquement la « démocratie » !! Le vote a eu lieu dans la confusion et nombreux sont les délégués qui sont écœurés de pareils procédés. Le lendemain après la proclamation des résultats le Congrès dut enregistrer la protestation de la minorité révolutionnaire sur la façon dont le vote a eu lieu et sur la carence du bureau syndical.

La motion que nous publions ci-dessus, eut recueilli facilement dans les 4.000 voix. C'est bien ce qui explique l'attitude des réformistes qui, lorsqu'ils sont majoritaires, excellent dans l'art de la manœuvre.

ARNAUD.

Oui ! les Comités partout

(Suite de la 1^{re} page)

Par suite, en l'absence d'un Parti révolutionnaire reconnu, le Comité d'action, nous apparaissait non seulement comme la seule organisation démocratique de la lutte, mais encore comme la seule forme possible de la direction de la lutte par les intéressés eux-mêmes, les ouvriers, les paysans, les petits bourgeois.

Au lieu de cela, qu'avons-nous vu ? Une offensive furieuse des radicaux, contre les Comités (dit le « Ministère des Masses »). Le Parti Communiste s'agenouilla complètement. Et cette capitulation contient en germe toutes les autres. En refusant de créer des Comités, sans prétexte des obstacles des « amis radicaux », auxquels s'étaient joints « les frères socialistes » les chefs communistes ont complètement livré le rassemblement des masses aux combines ministérielles, parlementaires et maçonniques.

Ainsi, à chaque nouvelle capitulation ils pouvaient dire : Nos « amis radicaux » et nos « frères socialistes » viennent de décider d'étrangler les ouvriers d'Espagne, ou de faire au détriment de ceux de France, une dévaluation de misère. Mais nous tenons à affirmer que pour rester la main dans la main avec ces « amis » et ces « frères », nous allons les aider de notre mieux dans cette besogne par nos votes. Pendant ce temps, la véritable unité des travailleurs socialistes, communistes, et des paysans, et des petits bourgeois des villes qui ont été réalisée dans les Comités se trouvait brisée, à mesure des déceptions engendrées par les Capitulations.

Tel fut le mécanisme de la trahison ! Thorez propose-t-il de le réviser ? Nullement. Il « continue ».

En effet, dans son article du 16 mai 1938, Thorez déclare : « L'unité du Front Populaire se trouverait renforcée par la constitution à la base dans les usines, dans les quartiers, dans les grandes villes, dans les plus petits villages, des Comités élus démocratiquement dans les assemblées convoquées à cet effet. Nous avons à maintenir ces reprises émis cette opinion. Les leçons de l'expérience au cours de ces deux dernières années nous font un devoir de le reprendre et y insistant.

Il va de soi que nous n'en avons jamais fait et que nous n'en ferons jamais une condition absolue de notre collaboration avec nos amis et alliés du Front Populaire. Nous sommes au contraire prêts à accueillir toute suggestion qui tendrait à ce but pour nous essentiel : « Assurer l'élan et l'unité du Front Populaire ».

Donc, Thorez se borne à émettre « l'opinion » sur les Comités, après « deux ans » d'expérience ! Si M. Daladier refuse, Thorez sollicitera poliment une suggestion !

Or, les ouvriers communistes, pensent avec nous qu'il s'agit de créer des Comités précisément pour lutter contre les mesures de misère et de chers radicaux, coalisés avec la réaction.

Notre parti tient compte aussi « des deux ans » d'expérience » qui sur ce point signifient : Malgré leurs phrases sur les Comités, les chefs « communistes » ne veulent pas en créer un. Il faut donc, malgré eux, passer à l'action ! Il faut, vous, camarades du Parti Communiste, prendre au mot les phrases de Thorez dans le discours de Brignoles. « Il faut à tout prix créer des Comités... ». Il faut s'inspirer des exemples récents et qu'a signalés notre parti, en particulier de celui donné dans notre dernier numéro où l'on voit les ouvriers de la C.I.T.M., l'usine métallurgique de Mantes, imposer lors du Congrès de l'Union locale de Mantes par leur unité résolue, à Raynaud d'accepter « l'initiative d'un Congrès régional des délégués ouvriers et paysans ».

Les ouvriers et en premier lieu les ouvriers communistes, lutteront avec nous pour imposer la propagande et l'application de la résolution de l'Union locale de Mantes.

Les Comités partout ! Vivent les Congrès régionaux et nationaux des délégués ouvriers et paysans !

Le Gérant : LORET

Imp. Spéciale, 15, Passage Dubail. Paris

UNION SACRÉE 1914 & UNION SACRÉE 1938

(Suite la page 1)

Dans le premier cas, on peut observer une différence de degré : la répression actuelle s'annonce incontestablement plus féroce, plus aiguë dans le degré !

Mais dans sa nature, la répression contre-révolutionnaire de 1914-18 n'était pas différente.

Rappelons les calomnies contre Merrheim, le secrétaire de la Fédération des Métaux, qu'on voulait faire passer pour un policier dans la main d'Albert Thomas, le social-patriote ministre des Munitions.

Rappelons l'envol au front de Monatte, les persécutions contre la « Vie Ouvrière » de Roemer, les projets d'arrestation de Merrheim, l'expulsion de Trotsky, en France.

Et dans les autres pays, la répression contre Liebknecht et Rosa emprisonnés, les calomnies contre les bolcheviks « agents de l'Allemagne ». Aujourd'hui, les chefs stalinistes n'inventent rien, ni la bourgeoisie non plus. Les premiers se distinguent par une plus grande force dans les calomnies et la répression, à cause d'un formidable appareil international, lié à tout un système étatique. Les seconds, sont tenus par la crise aiguë de leur régime de se montrer « moins libéraux », c'est-à-dire plus féroces.

Il en est de même des sacrifices exigés de la classe ouvrière, au nom de la « défense nationale ». Le plan Blum, et les décrets-lois Daladier, sont placés sous le signe de la Défense Nationale.

Mais pendant la guerre 1914 (pour les libertés et la démocratie) les réunions syndicales se tenaient selon le bon plaisir du Gouvernement, la règle étant, d'après Millerand « les ouvriers n'ont pas de droits ».

Roemer dans son livre nous décrit la dictature complète du Comité des

Forges qui dispose des suris d'appel, de la main-d'œuvre, des salaires. « C'est la honteuse exploitation des enfants et des femmes », qui rappelle les premiers temps de l'âge industriel. « Le régime de l'état de siège s'impose jusqu'à l'intérieur du Parti socialiste et de la C.G.T. considérée comme institution d'Etat ».

Les expulsions bureaucratiques actuelles se préparent-elles par un tel état de siège ? Telles sont (compte tenu des différences de degré dans un sens et dans l'autre) les analogies de principe entre les deux unions sacrées.

L'important est de bien voir les différences.

La différence essentielle consiste en ceci que nous avons aujourd'hui l'union sacrée avant la guerre.

Sans doute n'est-ce pas l'union sacrée complète, c'est-à-dire jusqu'au gouvernement. Mais Caillaux ne nous a-t-il pas avertis que s'il convenait d'éliminer les « socialistes » et les « communistes » du pouvoir pour mieux pouvoir écraser les ouvriers qui sont derrière eux, en revanche, il était partisan de « la participation des communistes au gouvernement pendant la guerre ».

Mais s'il n'y a pas une réalisation intégrale d'union sacrée, il y a dès maintenant une politique ouverte, cynique, d'union sacrée, de la part des « chefs ouvriers ».

En 1914, ce qui frappa, ce fut la soudaineté dans le passage à l'union sacrée. Aujourd'hui, ce qui frappe, c'est le cynisme, dans l'étalage de la politique d'union sacrée, et dans la répression et les calomnies contre les révolutionnaires.

La conséquence qui résulte de cette différence essentielle et qui nous intéresse au plus haut point, est la suivante : En 1914, les révolutionnaires furent brutalement écrasés par la soudaineté

du coup. — Aujourd'hui, ils sont en quelque sorte prévenus, avant le déclenchement de la guerre. Ils disposent d'un délai pour préparer et sonder l'avant-garde, idéologiquement et politiquement. Sans doute doivent-ils compter avec une répression plus forte, mais ce serait, comme disait Lénine de ne pas souligner cet avantage politique incontestable. C'est cet avantage que souligne notre lettre ouverte de la IV^e Internationale. « Des organisations ou au moins des groupes véritablement révolutionnaires existent dans tous les pays. Ils sont liés entre eux par l'idéologie, partiellement aussi par l'organisation. Dès maintenant, ils présentent une force incomparablement plus influente, plus homogène, mieux trempée, que la Gauche de Zimmerwald, qui prit sur elle l'autonomie de 1915, l'initiative de préparer la III^e Internationale ».

Prendre acte de cet avantage, de cette différence positive, cela signifie bâtir politiquement et organiquement la IV^e Internationale.

La deuxième différence qui découle de la première consiste dans le fait que la classe ouvrière n'a pas été encore écrasée dans certains pays décisifs comme la France. La lutte se circonscrit dans ce dilemme :

Des sacrifices, c'est-à-dire en définitive le fascisme pour la guerre, ou les sacrifices, c'est-à-dire la lutte révolutionnaire héroïque pour renverser le capitalisme et empêcher la guerre. Dans ces luttes, partir des revendications quotidiennes des ouvriers, la IV^e Internationale se forge et se prépare d'autant mieux pour la politique révolutionnaire intransigeante, à jouer son rôle révolutionnaire dans la guerre, si elle-même, à cause de la trahison accélérée de la II^e et de la III^e Internationale, l'emporte sur la révolution.

Sa lutte ouvrière n° 80 26 mai 1938 P. 2